

**EXTRAIT DU REGISTRE DES  
DÉLIBÉRATIONS DU BUREAU DU SYNDICAT  
DU 14 JANVIER 2021**

JP/VA

**OBJET : 1.1. INVESTISSEMENTS – PROGRAMME DÉPARTEMENT 2021 SOLIDARITÉ AVEC LES TERRITOIRES – DOSSIERS CANDIDATURES**

L'an deux mille vingt-et-un, le quatorze du mois de janvier à neuf heures, le BUREAU DU SYNDICAT DES EAUX DU BASSIN DE L'ARDÈCHE - S.E.B.A. -, dûment convoqué par le président du Syndicat, s'est réuni au siège du Syndicat, sis 80, avenue de la République à LARGENTIÈRE, sous la présidence de M. Jean PASCAL, président du Syndicat.

Conformément aux statuts du Syndicat et aux dispositions du règlement intérieur du syndicat, sont présents à la délibération suivante :

NOM Prénom	Collectivité représentée	Présent-e ou supplé-e	Supplé-e par pouvoir donné à
PASCAL Jean	FAUGÈRES	x	
GARRIDO Jean-Manuel	ST-ANDRÉ-DE-CRUZIÈRES	x	
ARCHIMBAUD Patrick	VALS-LES-BAINS	x	
DURAND Jean-Luc	PONT-DE-LABEAUME	x	
MERINE Philippe	ST-PRIVAT		
MARRON Jacques	SIAEP DE BARJAC	x	
BALAZUC Thierry	LACHAPELLE S/S AUBENAS	x	
LACROIX Bernard	LARGENTIÈRE	x	
BACCONNIER Jean-Claude	SIVOM OLIVIER DE SERRES	x	
BALMELLE Robert	BERRIAS-ET-CASTELJAU	x	
FLAMBEAUX Patrice	LABEAUME	x	
SOUBEYRAND Jacky	AUBENAS	x	
CHASTAGNIER Geneviève	JOYEUSE	x	
BOYER Joël	UCEL	x	
GROS Cyril	LABÉGUDE	x	
LLORCA Patricia	ST-JULIEN-DU-SERRE	x	
CHARRIER Nicolas	CHASSIERS	x	
CARON Christian	RUOMS		
COROMINA Jean	VALLON-PONT-D'ARC		
VÉOL Christophe	LALEVADE D'ARDÈCHE	Pouvoir à	Cyril GROS

A été élu secrétaire de séance : M. Jean-Manuel GARRIDO, 1<sup>er</sup> vice-président.

## **OBJET : 1.1. INVESTISSEMENTS – PROGRAMME DÉPARTEMENT TERRITOIRES – DOSSIERS CANDIDATURES**

**(La présente délibération a été soumise à l'examen du Bureau en vertu de l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération du comité syndical en date du 28 septembre 2020).**

Avec l'arrivée à échéance des contrats « Ardèche Terre d'eau » fin 2017, le département de l'Ardèche a souhaité exprimer sa solidarité avec les collectivités dans le cadre d'un dispositif différent. Il s'agit d'un « programme de solidarité avec les territoires », dénommé PASS TERRITOIRES, qui a débuté en 2018.

Pour la quatrième année consécutive, le Département relance cet appel à projet.

Dans ce domaine, le département est susceptible d'accompagner des projets d'investissement touchant à l'alimentation en eau potable, l'assainissement et la restauration des cours d'eau. Quatre catégories d'opérations sont prioritaires pour le Département, dont la protection de la ressource en eau.

Les porteurs de projets doivent transmettre leurs dossiers de candidatures avant le 12 février 2021. La commission permanente du département devrait décider d'une pré-affectation du programme en juin 2021.

Après échanges en collège exécutif, il est proposé de présenter les dossiers suivants pour l'année 2021 :

Eau potable :

- Périmètres de protection des ressources - travaux (Cham du Cros, sources à St Andéol-de-Vals : 4 sources, Chassezac : 4 sites) ;
- Traversée du Luol à St-Privat, au titre de l'interconnexion/sécurisation ;
- Rattrapage structurel de réseau en communes rurales (Faugères) ;
- Rattrapage structurel de réseau en communes rurales (St-Andéol-de-Vals) ;

et représenter les dossiers non retenus à Pass Territoires 2020 :

- Nouveau réservoir de Meyras dans le cadre de l'abandon de la prise d'eau de la Fontaulière suite à l'avis défavorable de l'hydrogéologue agréé ;
- Optimisation du traitement de l'usine de Pont-de-Veyrières – renouvellement ozonation ;
- Accélérateur pour l'antenne du réseau-ossature Lachapelle-Vinezac ;

Assainissement collectif :

- Renouvellement réseau Uzer-Vinezac (suite diagnostic de réseaux – priorité 1) ;
- Renouvellement réseau Chauzon – ruelles du Trou et du Fournil (suite diagnostic de réseaux – priorité 2) ;
- Diagnostic système assainissement Prades-Lalevade et arrivée de Pt-de-Labeaume) ;

et représenter les dossiers non retenus à Pass Territoires 2020 :

- Assainissement Prunet ; complément – tranche 2 ;
- Travaux d'extension des réseaux de collecte d'eaux usées (Pont-de-Labeaume, Meyras, Labégude, Saint-André-de-Cruzières).

Assainissement non-collectif (les projets de réhabilitation sont éligibles sous réserve du regroupement de 2 logements appartenant à des propriétaires différents à hauteur de 1 000 € par logement et par propriétaire) :

- Mise en place d'un dispositif d'ANC regroupé quartier Bourret à Lagorce.

Après en avoir délibéré, le bureau syndical **CONFIRME**, à l'unanimité des membres présents ou représentés, la sollicitation des aides du Conseil Départemental pour les dossiers cités.

POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME,

Le président,

Jean PASCAL